



March 17, 2026

Canada should lead rescue of the Nuclear Non-proliferation Treaty

It is an understatement to say that we are living through turbulent times. The Canadian Prime Minister has declared that our previous international order has sustained a “rupture” and that a new collective effort must be made by middle powers to ensure their own security and well-being.

Few elements of the international legal order have suffered more in recent years from assault or sheer neglect than the multilateral non-proliferation, arms control and disarmament regime. The 1970 Nuclear Non-proliferation Treaty (NPT) is the embodiment of this regime with its 191 state parties. The NPT set out a tripartite bargain whereby the five nuclear weapon states under the treaty (Russia, China, United States, UK and France) commit to nuclear disarmament; the other non-nuclear weapon states forswear ever acquiring nuclear weapons and all support the peaceful uses of nuclear energy.

The NPT has served the international community well since its inception as reflected in the unanimous support for the treaty’s indefinite extension in 1995. But in recent years failures in implementation have eroded the foundation of trust amongst the powers. The nuclear weapon states far from reducing their nuclear weapon arsenals have built them up via major modernization programs. Russia and the US have just allowed their last nuclear constraint agreement to lapse without a replacement. Four nuclear-armed states (India, Pakistan, Israel and North Korea) have remained outside the treaty. The risks of nuclear proliferation have been stoked by irresponsible actions on the part of nuclear-armed powers spurring some non-nuclear weapon states to openly reconsider their position of nuclear abstinence.

Against this background of rising geopolitical tensions, the cooperation amongst NPT parties has been undermined. The last two NPT review conferences (in 2015 and 2022) failed to produce an outcome document. The same fate is hovering over the next such conference to be held this spring at the UN in New York. This core treaty of nuclear governance is facing a “three strikes and you’re out” result with possibly fatal effects for its authority. A rescue plan is sorely needed to salvage the treaty and prevent this dire outcome.

Fortunately, some middle powers amongst the NPT states have been aware of the mounting threat to the viability of the treaty and have engaged in efforts to strengthen it. These 22 non-nuclear weapon states comprise two groupings: the 14 member Stockholm Initiative on Nuclear Disarmament and the 12-member Non-proliferation and Disarmament Initiative.* Canada, Japan, Germany and the Netherlands are members of both of these cross-regional groupings. Concerted action by the states belonging to the Stockholm Initiative and the NPDI could have a great impact on the upcoming review conference, but will need a leader to coordinate their efforts.

We call upon the Government of Canada to provide that leadership by convening a meeting in Canada of the 22 states associated with the Stockholm Initiative and the NPDI as soon as possible to consult and coordinate their actions for the review conference and beyond. If the dark clouds of nuclear weapon proliferation are to be swept aside, middle powers, as Prime Minister Carney has stated, will have to step forward and provide the leadership and sanity that the nuclear hegemony have failed to demonstrate.

- * Stockholm Initiative members: Argentina, Canada, Ethiopia, Finland, Germany, Japan, Jordan, Kazakhstan, the Netherlands, Norway, Republic of Korea, Spain, Sweden and Switzerland

NPDI members: Australia, Canada, Chile, Germany, Japan, Mexico, the Netherlands, Nigeria, the Philippines, Poland, Turkiye and UAE.

17 mars 2026

Le Canada se doit de piloter le sauvetage du Traité de non-prolifération nucléaire

La période que nous vivons est turbulente, c'est le moins qu'on puisse dire. Le premier ministre du Canada a déclaré que l'ancien ordre international avait subi une « rupture » et qu'un nouvel effort collectif devait être fait par les puissances intermédiaires pour assurer leurs propres sécurité et bien-être.

Peu d'éléments de l'ordre juridique international ont subi davantage d'attaques et de pure négligence au cours des dernières années que le régime multilatéral régissant la non-prolifération, le contrôle des armes et le désarmement. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1970 est l'incarnation de ce régime, avec ses 191 États signataires. Le TNP a établi un arrangement sur trois piliers, en vertu duquel les cinq États nucléarisés parties au traité (la Russie, la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France) s'engagent au désarmement nucléaire, tandis que les États non dotés d'armes nucléaires renoncent à jamais à en acquérir, et tous appuient les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Le TNP a bien servi la communauté internationale depuis ses débuts, comme le montre l'appui unanime accordé à la prorogation du traité en 1995 pour une durée indéterminée. Cependant, au cours des dernières années, des déficiences de mise en œuvre ont miné le climat de confiance entre les puissances. Les États nucléarisés, au lieu de réduire leurs arsenaux nucléaires, les ont renforcés par l'intermédiaire de vastes programmes de modernisation. La Russie et les États-Unis viennent de laisser expirer leur dernier accord nucléaire contraignant sans le remplacer. Quatre États nucléarisés (l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord) n'ont pas adhéré au traité. Les risques de prolifération nucléaire ont été alimentés par des actions irresponsables de la part des puissances nucléarisées encourageant certains États non nucléarisés à reconsidérer ouvertement leur promesse d'abstinence nucléaire.

Sur ce fond de tensions géopolitiques croissantes, la coopération entre les parties au TNP se trouve ébranlée. Les deux dernières conférences d'examen du TNP (de 2015 et de 2022) n'ont pas réussi à aboutir à un document de synthèse. Le même sort menace la prochaine conférence prévue pour ce printemps au siège de l'ONU, à New York. Ce traité clé pour la gouvernance en matière d'armes nucléaires risque de succomber à la loi implacable des « trois échecs ». Le traité a grand besoin d'un plan de sauvetage pour éviter ce triste sort.

Heureusement, un certain nombre de puissances intermédiaires parmi les États signataires du TNP ont pris conscience de la menace croissante à la viabilité du traité et se sont mobilisées afin de le renforcer. Ces 22 États non nucléarisés se répartissent en deux groupements : les 14 membres de l'Initiative de Stockholm, et les 12 membres de l'Initiative pour la non-prolifération et le désarmement (INPD). (Le Canada, le Japon, l'Allemagne et les Pays-Bas sont membres des deux groupements.) Une action concertée entre les États membres de l'Initiative de Stockholm et de l'INPD pourrait avoir un grand

impact sur la prochaine conférence d'examen, mais il faudra un chef de file capable de coordonner leurs efforts.

Nous engageons le gouvernement du Canada à jouer ce rôle en convoquant sans délai un rassemblement, ici au Canada, des 22 États associés à l'Initiative de Stockholm et à l'INPD afin de les consulter et de coordonner leurs actions en vue de la conférence d'examen et des opérations à venir. Pour que les nuées de la prolifération nucléaire se dissipent, les puissances intermédiaires, comme l'a déclaré le premier ministre Carney, devront s'avancer et exercer le leadership et le bon sens qui ont échappé aux puissances nucléarisées hégémoniques.

- * Membres de l'Initiative de Stockholm : l'Allemagne, l'Argentine, le Canada, l'Espagne, l'Éthiopie, la Finlande, le Japon, la Jordanie, le Kazakhstan, la Norvège, les Pays-Bas, la République de Corée, la Suède et la Suisse.

Membres de l'INPD : l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Chili, les Émirats arabes unis, le Japon, le Mexique, le Nigéria, les Pays-Bas, les Philippines, la Pologne et la Türkiye.

**ENDORSED BY THE FOLLOWING RECIPIENTS OF
THE ORDER OF CANADA**

**APPROUVÉ PAR LES PERSONNES SUIVANTES,
TITULAIRES DE L'ORDRE DU CANADA**

Carolyn Acker, C.M.
Murray Angus, C.M.
Hon. Dr. Lloyd Axworthy, P.C., C.C.
Gerry Barr, C.M.
Allan Gordon Bell, C.M.
Paul Born, C.M.
Dr. Neena L. Chappell, C.M.
Stephen Chatman, C.M.
Dr. Jan Christilaw, C.M.
John J. Claque, O.C.
Roger Clark, C.M.
Dr. Edward H. Cole, C.M.
Dr. Raymond J. Cole, C.M.
Libby Davies, C.M.
Michel W. Drapeau, C.M.
Dr. Jayanne English, C.M.
W. Paterson Ferns, C.M.
Dr. Cheryl Forchuk, O.C.
Irene Fraser, C.M.
Eric Friesen, C.M.
Dr. James C. Hathaway, C.M.
Dr. R. Brian Haynes, O.C.
Nancy Hermiston, O.C.
Dr. Michael D. Hill, O.C.
John Hobday, C.M.
Daniel Ish, O.C.
Dr. Peter G. Martin, O.C.
Elizabeth May, O.C., M.P.
Dr. Lynn McIntyre, C.M.
Hon. Marilou McPhedran, C.M., Senator
Dr. Jonathan Meakins, O.C.
John Mighton, O.C.

T. Jock Murray, O.C.
Nancy Hermiston, O.C.
Hon. Kim Pate, C.M., Senator
David Pelly, C.M.
Hon. Allan Rock, P.C., C.M.
Ann Saddlemeyer, O.C.
Dr. David Scheifele, O.C.
Dr. Barry Smit, C.M.
Gérard Snow, C.M.
Sally Thorne, C.M.
Jane Urquhart, O.C.
Dr. David Waltner-Toews, O.C.
Dr. Gary Warner, C.M.
Dr. Frederic Wien, C.M.
Dr. David P. Wilkinson, C.M.
Dr. Della Wilkinson, C.M.

**ENDORSED BY THE FOLLOWING MEMBERS OF
THE STEERING COMMITTEE OF CANADIAN
LEADERSHIP FOR NUCLEAR DISARMAMENT**

**APPROUVÉ PAR LES MEMBRES SUIVANTS DU
COMITÉ DIRECTEUR DE LEADERSHIP CANADIEN
POUR LE DÉSARMAMENT NUCLÉAIRE**

Bev Tollefson Delong
Cesar Jaramillo
Firdaus Kharas, O.C.
Paul Meyer, Ambassador (ret)
Alex Neve, O.C.
Ernie Regehr, O.C.
Hon. Douglas Roche, O.C.
Dr. Jennifer Allen Simons, C.M.